

[Texte]

type qualifié et très impartial, est capable de nous présenter un travail qui peut être important pour notre Comité, je pense que nous pouvons tenter d'avoir ce travail-là pour l'étudier, même s'il nous apporte quelque chose de contraire à ce que le Centre parlementaire peut nous trouver et qu'il nous dirige dans une direction que nous ne voudrions pas prendre. Alors je pense que la proposition de M. Roche est acceptable et je l'approuve.

Le président: Merci, monsieur Laprise.

Mr. McKenzie: Mr. Chairman, so far we have discussed the philosophical aspects of international aid, and we are going to have experts prepare research for us in Canada. I would like to ask you and other members of the Committee what you intend to do about having research done on the written charges of gross mismanagement of these projects in countries like Kenya. That was a prime subject of discussion in our Committee meetings. Mr. Gérin-Lajoie admitted that that has ended up in total chaos and he has had to send an expert over there.

Are we going to be able to get some experts to go and review some of these projects in countries like Kenya, or is this Committee going to go over there to examine a project of that size, which involves millions of dollars? Also, the project officers are complaining about lack of communication between the project officers sitting out in the middle of Africa and CIDA headquarters in Ottawa. These are the things we want to examine too: the mismanagement, and lack of communication; not just a philosophical examination of aid to other countries.

The Chairman: Before I recognize Mr. Wagner, I would like to remind Mr. McKenzie that I have difficulty in seeing that this falls within our terms of reference that is, searching the operations of CIDA. I read the terms of reference carefully and I fail to see where it makes reference to checking into the operations of CIDA. Perhaps I should read it again. I have a copy here. Perhaps we should have a copy circulated to the members. Maybe we are not all as familiar as we should be with the terms of reference.

Mr. McKenzie: I am quite familiar with it. It is just a "motherhood" motion. That is all it is.

The Chairman: Mr. McKenzie, I will read it again in French to see if the French text differs from the English, which I have already read.

Que le Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale soit autorisé à étudier et faire rapport sur l'ensemble des politiques du Canada ayant trait au développement international, et en particulier aux relations économiques entre les pays développés et ceux qui sont en voie de développement.

Again, Mr. McKenzie, I fail to see where it makes reference to our examination of the operations of CIDA.

Mr. McKenzie: I agree with you entirely. Unfortunately, I did not have an opportunity to speak in the House the night it was presented. I certainly would have expressed my feelings at that time. But time ran out and I could not get recognized to speak against it, and this is the first opportunity I have had. It is nothing but a "motherhood" motion.

[Interprétation]

very impartial and a highly qualified person, is capable with presenting us with a document which could be of use to our Committee, I think that we should try to obtain that work in order to consider it, even if it presents a picture which is contrary to that presented by the parliamentary center and even if it points in a direction which we are not presently prepared to follow. I think that Mr. Roche's suggestion is acceptable and I approve it.

The Chairman: Thank you, Mr. Laprise.

M. McKenzie: Monsieur le président, à présent on a discuté des principes de l'aide internationale, et on va demander aux experts de nous préparer, au Canada, des documents. Avez-vous l'intention de faire une enquête à la suite des accusations de mauvaise gestion de certains projets dans certains pays comme le Kenya. C'est une question importante dont on a souvent discuté en comité. M. Gérin-Lajoie a avoué que ces programmes ont abouti au chaos total et il a envoyé un expert dans ce pays pour faire enquête.

Serait-il possible d'envoyer certains spécialistes dans ce pays pour étudier les projets, notamment au Kenya, ou est-ce que ce comité ira examiner un projet de cette taille, qui coûte des millions de dollars? Par ailleurs, les directeurs de projets se plaignent du manque de communication entre les agents qui sont en Afrique, et le siège social de l'ACDI, à Ottawa. Ce sont des choses qu'on aimerait examiner: à savoir cette mauvaise gestion, et le manque de communication; et non pas seulement les principes mêmes de l'aide aux pays étrangers.

Le président: Avant de donner la parole à M. Wagner, j'aimerais dire à M. McKenzie que je vois difficilement comment ces questions relèvent de notre mandat, je veux dire l'examen des activités de l'ACDI. J'ai lu soigneusement l'ordre de renvoi et je ne vois nulle part qu'on nous demande de vérifier et de surveiller les activités de l'ACDI. Peut-être devrais-je le relire. J'en ai un exemplaire. Peut-être devrais-je en distribuer un exemplaire à tous les membres. Peut-être qu'on ne connaît pas aussi bien l'ordre de renvoi qu'on le devrait.

M. McKenzie: Je le connais très bien. C'est une déclaration raisonnable et ambitieuse, mais c'est tout.

Le président: Monsieur McKenzie, je vais le relire encore une fois en français afin de voir si le texte français est le même que le texte anglais que j'ai déjà lu.

That the Standing Committee on External Affairs and National Defence be empowered to examine and report upon the full range of policies in the field of international development with particular reference to the economic relations between developed and developing countries.

Encore une fois, monsieur McKenzie, je ne vois pas où nous demande d'examiner les activités de l'ACDI.

M. McKenzie: Je suis entièrement d'accord avec vous. Malheureusement, je n'ai pas eu l'occasion de m'adresser à la Chambre des communes lorsqu'on a présenté cet ordre de renvoi. J'aurais alors certainement exprimé mon opinion. Malheureusement, le temps s'est écoulé et je n'ai pas eu l'occasion de m'y opposer, et aujourd'hui c'est la première occasion qui m'est donnée de le faire. Cette motion est tout à fait inutile.